

Adieu au productivisme ?

A propos de « L'âge productiviste. Hégémonie prométhéenne, brèches et alternatives écologiques »
Serge Audier, Editions La découverte, 2019

Jacky Fayolle

28 janvier 2020



Giorgio de Chirico, Intérieur métaphysique (avec grande usine), 1916

Serge Audier a produit un livre érudit, méticuleux et ramifié, qui remonte aux racines de la pensée écologiste, à ses auteurs oubliés, à ses rameaux écartés par les branches dominantes de la pensée et de la politique, porteuses du productivisme énoncé ou dénoncé par le titre. Ce productivisme est le lieu commun des idéologies et des politiques rivales qui ont dominé le XX^e siècle après l'affirmation et la diffusion de la révolution industrielle. Le leitmotiv du livre, c'est l'idée que cette pensée écologiste est restée longtemps dispersée sur l'ensemble du spectre des différentes familles intellectuelles et politiques, si bien que la tentation facile est de l'annexer à telle ou telle composante de ce spectre. Au sein de chacune de ces familles, elle est restée un parent pauvre, quand bien même elle a partagé avec elle des références et des inspirations. Et elle a donc aussi été contaminée par les déviances propres à ces familles : l'héritage livré par les réflexions écologistes précoce n'est ni pur, ni vierge, en particulier des idéologies du XX^e siècle et des drames qu'elles ont contribué à engendrer. Serge Audier s'écarte d'une histoire « monolithique » de la pensée écologiste pour faire revivre la diversité de ses références, de ses affiliations, de ses positionnements. Cette histoire intellectuelle a une portée heuristique et politique en « défatalisant » l'histoire tout court : elle rappelle que des penseurs ont tenté d'imaginer d'autres mondes que celui où nous baignons aujourd'hui.

Serge Audier exhume une variété d'auteurs précurseurs, il explore sans détour leurs filiations intellectuelles et leurs parentés contemporaines, la mixité variable de modernisme et d'archaïsme qui peut les caractériser, mais aussi la valeur d'avertissement de nombre de leurs textes. C'est un entrepreneur industriel progressiste, Ernest Solvay, qui lance, au début du XX^e siècle et dans un esprit positif, le terme « productivisme » : la logique productive gouverne la vie des hommes en société et le développement de leurs capacités, individuelles et collectives. Solvay définit le principe productiviste comme l' « application rationnelle de la loi du rendement maximum d'effet utile avec le minimum d'efforts ». Dans l'esprit de Solvay, c'est donc un principe d'efficience et pas simplement de production maximale. L'usage du concept pour caractériser les sociétés occidentales est relayé par un sociologue, Célestin Vouglé, qui en relève la filiation saint-simonienne. Et le contexte à la fois militariste et révolutionnaire du début du XX^e siècle favorise la référence au productivisme : l'organisation militaro-industrielle y incite et la Russie bolchevique ne veut pas être en reste. La tentation totalisante du productivisme, comme principe général d'organisation de la vie sociale, par exemple dans le domaine artistique, est tangible. La version fordiste, tout comme celle du corporatisme fasciste, en témoignent aussi. Les résistances à la fuite en avant productiviste, comme celle du mouvement personneliste et des groupes qu'il inspire, existent et dénoncent « la quête illimitée de la production maximale » comme principe vital. Mais elles restent cantonnées dans des cercles restreints, peu influents, marginalisés par le consensus productiviste partagé par des camps pourtant férocelement ennemis. Elles ne sont pas non plus exemptes de compromissions avec les pires déviances de l'entre-deux guerres. Il faudra attendre le second après-guerre et la contestation des années 1960 pour que le relais soit pris par une mouvance écologique critique de la société industrielle et de l'impératif de croissance, à l'ouest et à l'est.

La maturation du consensus productiviste

La généalogie intellectuelle de l'âge productiviste remonte loin, du côté de la philosophie de Bacon et Descartes et s'épanouit avec l'industrialisme du XIX^e siècle, qu'il se décline sur un mode libéral ou socialiste. L'ingénierie saint-simonienne, qui devient une référence commune à beaucoup, entend mobiliser les élites scientifiques, artistiques et politiques pour organiser la domination

technique sur le monde naturel et fonder l'harmonie sociale sur l'exploitation du globe par les producteurs associés. Les utopies fondées sur un progressisme scientiste fleurissent et la conquête de l'espace américain par les pionniers mobilisant le progrès technique leur donne vie. Le courant socialiste mise sur la pleine mobilisation de la science pour exploiter productivement les ressources du globe mieux et plus justement que le capitalisme. La politique devient conçue comme l'application rationnelle de la science moderne à la maîtrise pratique du monde en vue de répondre aux besoins humains. Mais cette évolution n'est pas sans susciter angoisses et dissidences, inquiètes des contreparties de cette course démiurgique au progrès productif : même chez Jules Verne, chantre saint-simonien, la dystopie de l'enfer industriel est envisagée comme un futur possible¹.

Le marxisme des fondateurs n'était lui-même pas un bloc productiviste homogène : si la confiance dans le développement impétueux des forces productives, lancé par le capitalisme puis libéré par le communisme à venir, participe d'une vision hégélienne de l'histoire où l'homme se réalise comme être transformateur de la nature par son travail, Marx et Engels héritaient d'un autre philosophe, Feuerbach, un matérialisme naturaliste qui les a rendus attentifs aux dégâts environnementaux du capitalisme. Ils étaient par exemple soucieux de l'appauvrissement des sols généré par l'agriculture intensive, sur lequel alertaient déjà des scientifiques avertis, qu'ils lisaient. Si la dominante de leur œuvre commune reste la confiance dans les vertus du progrès scientifique et technique, leurs écrits ne manquent pas d'analyses parcellaires témoignant d'une conscience écologique embryonnaire. Ces analyses restent subordonnées, surtout chez Engels, à un évolutionnisme matérialiste des forces productives, qui était de fait plus en phase avec l'imaginaire du mouvement ouvrier. Cet évolutionnisme imprégnera notamment la social-démocratie allemande, débouchant sur une conception scientiste et étatiste du socialisme : le capitalisme prépare le terrain, via la concentration du capital et la rationalisation de la production ; la science et l'Etat conjugueront leurs forces pour en dépasser les limites dans le socialisme. Les courants socialistes plus interrogatifs sur le rapport à la nature et à la terre, comme les populistes russes, seront vite taxés de réactionnaires.

Cette vision évolutionniste et linéaire de l'épanouissement socialiste des forces productives est mise à bas par les conflits impérialistes et nationalistes qui culminent avec la première guerre mondiale, laquelle incarne un productivisme guerrier : le front s'industrialise et l'économie se militarise. La guerre active la rationalisation productive. Taylor avait publié en 1911 ses *Principles of scientific management*. Ces principes, soucieux de réduire les gâchis de toute sorte par une meilleure efficacité productive, affichent plutôt leur attention au besoin de préservation de la nature, ne serait-ce que dans le but utilitariste d'économiser les ressources nécessaires à la prospérité économique. La tension entre la soif de ressources suscitée par l'aspiration à la croissance illimitée et l'efficience productive économisant ces mêmes ressources est au cœur de la dynamique productiviste, qui prendra dans les décennies suivantes le visage du fordisme dans les pays occidentaux.

Les soviétiques passent à une impulsion autrement volontariste du développement des forces productives, basé sur le rattrapage industriel à marche forcée. Pourtant, la préoccupation environnementale n'est pas absente des premiers pas du gouvernement bolchevique, dans un contexte où la protection de la nature vient à l'ordre du jour d'initiatives internationales en ce début de XX^e siècle marqué à la fois par la crispation nationaliste et l'expansionnisme colonial. Se dessine dès cette époque la contradiction entre la dimension universelle des enjeux environnementaux et le

¹ Le livre d'Emilio Gentile, *L'apocalypse de la modernité - La Grande Guerre et l'homme nouveau*, Aubier, 2011, analyse la montée de ces inquiétudes apocalyptiques, en particulier face au risque totalitaire, jusqu'à leur concrétisation dans la première guerre mondiale. Ces inquiétudes mêlent, de façon assez inextricable, des visions illuminées et des intuitions justement funestes.

quant-à-soi des souverainetés nationales. Des expérimentations pré-écologiques, mêlées d'influences diverses, émergent, comme à Monte Verità en Suisse sur les bords du lac Majeur. Les bolcheviks parvenus au pouvoir, portèrent attention, dans un premier temps, à la vivace et savante tradition environnementaliste russe et prirent des initiatives de protection des espaces naturels. L'industrialisation stalinienne relèguera bien loin ces velléités. Combinant la rationalisation tayloriste avec la planification centrale, elle est censée accomplir la promesse de domination prométhéenne de la nature. L'ingénieur bureaucrate devient la nouvelle figure héroïque, le développement planifié des forces productives est l'impératif central, même s'il finira par s'épuiser en son contraire. Cet impératif contamine les admirateurs occidentaux du système soviétique. La conscience écologique soviétique est reléguée loin à l'arrière-plan et ne fera retour que bien plus tard, avec Gorbatchev.

Le bouillon de culture de l'entre-deux-guerres

Aux Etats-Unis, le *New Deal* de Roosevelt est marqué par la dimension environnementale de la crise des années trente, notamment l'érosion des sols. Steinbeck met en scène les calamités du *Dust Bowl* (le « bassin de poussière ») dans *Les raisins de la colère*. Se consolide alors une distinction entre le courant « préservationniste », qui, dans la foulée de Thoreau, entend protéger la nature comme telle (la *wilderness*), et le courant « conservationniste », soucieux d'une sage gestion utilitaire des ressources naturelles afin de prérenniser la prospérité économique de la société pour les générations à venir. Ce paradigme conservationniste exercera une forte influence sur Franklin Roosevelt et le *New Deal* : l'idée du développement soutenable comme support de la solidarité inter-générationnelle émerge. Et les grands travaux à composante environnementale, notamment dans le cas de la *Tennessee Valley Authority*, vont être pourvoyeurs d'emplois, face au drame du chômage de masse. Des institutions et des législations se mettent en place, notamment en matière de planification urbaine et régionale. Une recherche d'harmonie entre économie et écologie se fait jour et suscite d'intéressantes tentatives urbaines, confiantes dans une domestication décentralisée de la technologie, grâce notamment à... l'automobile. La contradiction du progressisme américain, de tonalité technocratique, entre le gigantisme de certaines opérations (comme les barrages de la TVA) et l'aspiration à une décentralisation plus en phase avec les paysages naturels affleure.

Face à la crise des années trente, le planisme paraît une voie possible. Cette troisième voie, entre le capitalisme débridé et le soviétisme étatique, cherchait à domestiquer le capitalisme, dont la fuite en avant « antinaturaliste », la laideur industrielle et la standardisation de masse suscitent des critiques virulentes. Ces tentatives de troisième voie ne sont pas toujours progressistes, elles ouvrent aussi la voie à une révolution conservatrice, aux penchants totalitaires, qui oscille entre la fascination pour la modernité technologique et le naturalisme réactionnaire, fleurant la nostalgie du terroir² : fascisme et nazisme s'alimenteront de ce bouillon de culture contradictoire, où la sensibilité pré-écologique peut être prise dans des remous toxiques qui inhibent son épanouissement indépendant. Les ambivalences du courant personnaliste et du groupe l'Ordre Nouveau, critiques des versions fordiste et stalinienne du productivisme, en sont typiques : le tropisme anti-libéral peut conduire loin dans la compromission avec les pires penchants anti-démocratiques de l'époque. Il y eut cependant des précurseurs qui surent sauvegarder leur indépendance, loin de ces compromissions. C'est le cas par exemple du philosophe Theodor Lessing, assassiné par les nazis en 1933, ou encore du jeune Levi-Strauss, qui trouvera dans son engagement d'anthropologue le moyen terme entre ses

² Comme l'indique Serge Audier, la littérature, de Ramuz à Giono, témoigne de ces inclinations contradictoires.

aspirations révolutionnaires et sa critique de la modernité. Ces précurseurs laisseront des traces jusque dans l'écologie politique de la seconde moitié du XX^e siècle. La soumission de l'urbanisme moderne à l'automobile fut ainsi anticipée et dénoncée avec vigueur. Les meurtriers déchirements idéologiques des années trente ne laissaient guère d'espace pour l'épanouissement d'une mouvance écologique indépendante des partis pris de l'époque : l'humanité est loin de pouvoir penser son destin écologique commun.

L'hétérogénéité des positionnements à l'égard des enjeux écologiques n'épargne pas le camp libéral. Depuis le XIX^e siècle, le libéralisme était fondamentalement industrialiste et rejettait sans ménagement les critiques romantiques et socialistes : pour un pur libéral, la nature n'a aucune valeur comme telle, hors de la propriété et du travail qui la transforment. Pourtant, des libéraux, depuis Tocqueville et Stuart Mill jusqu'à l'allemand Wilhelm Röpke au milieu du XX^e siècle, se montrèrent sensibles aux dégâts environnementaux et méfiants devant la toute-puissance de la technique. Il y eut de leur part des avertissements lucides, à propos par exemple du risque d'appauvrissement des sols et de l'envahissement du paysage par l'automobile. La pensée libérale élaborée s'efforça d'intégrer ces risques dans l'approche économique par le traitement compensatoire des externalités³. Mais la méfiance à l'égard de droits sociaux et environnementaux limitant le pouvoir exclusif des propriétaires est tangible chez un maître à penser comme Pareto, même s'il semble en admettre l'extension sur un mode fataliste.

Le courant néo-libéral s'affirme dès les années trente. Le colloque Walter Lippmann en 1938 et la création de la société du Mont-Pèlerin en 1947 en sont des étapes marquantes. Il n'est pas non plus homogène au départ. Des personnalités comme Wilhelm Röpke, Bertrand de Jouvenel, Walter Lippmann partagent une sensibilité écologique dans la foulée du conservationnisme américain. Ils s'interrogent sur les limites à apporter au droit de propriété, lorsque son caractère absolu va à l'encontre de cette conservation. Progressivement, dans les décennies de l'après-guerre, un néo-libéralisme hostile à cette sensibilité, aussi anti-écologique qu'anti-socialiste, quoique se voulant anti-autoritaire, retrouve l'orthodoxie parétienne. Hérité de Ludwig Von Mises et Friedrich Von Hayek, ce courant au départ plutôt marginal va affirmer son hégémonie, à l'encontre du libéralisme encadré promu dans les premières décennies de l'après-guerre par les partisans modérés d'une économie mixte. Pour ces néo-libéraux, l'écologie ne saurait mettre des barrières réglementaires à la croissance spontanément portée par le capitalisme, pas plus que la planification ne saurait faire mieux que les évaluations subjectives de chacun pour répondre aux besoins humains. A les suivre, l'économie écologique est mort-née.

Les décennies d'après-guerre : l'écologie subordonnée

Dans les premières décennies d'après-guerre, l'impératif de croissance fait consensus comme base de la réponse aux désordres de la première moitié du XX^e siècle, aux besoins sociaux et aux aspirations des classes moyennes et populaires. Le paradigme de la croissance ordonne le champ de la réflexion macro-économique qui s'épanouit dans la foulée de l'ouverture keynésienne et la quantification passée et projetée de cette croissance fournit des instruments aux instances politiques. L'est soviétique et l'ouest capitaliste jouent leur concurrence sur ce plan, tandis que la Chine maoïste fait dans la surenchère volontariste. Raymond Aron théorise la société industrielle comme vecteur inéluctable du progrès social.

³ Pour une synthèse contemporaine et ouverte de ce type d'approche, lire Jean Tirole, *Economie du bien commun*, PUF, 2016, qui consacre en particulier un chapitre au défi climatique.



Giorgio de Chirico, *Place d'Italie – Le Grand jeu*, 1968

Hors les initiatives déjà classiques de protection de la nature, l'écologie est subordonnée à cet impératif de croissance, même si des scientifiques et des instances alertent déjà avec lucidité sur les risques environnementaux (notamment les gaz à effet de serre et le réchauffement climatique). Des philosophes mettent en avant la dimension éthique de la préoccupation environnementale, qui ne saurait se réduire à une économie utilitariste des ressources mais incite à envisager comme telle la communauté morale des êtres vivants. L'écologie progresse, parfois souterrainement, via des personnalités isolées et des initiatives localisées. Les dimensions éthique, politique et épistémologique de la réflexion écologique diffusent peu à peu dans les modes de pensée traditionnels. Cette progression n'est pas toujours exempte d'une critique réactionnaire de l'aliénation technique. La conscience écologique n'est pas toujours à gauche.

De fait, la sensibilité environnementale est dispersée et l'anti-écologisme aussi bien partagé entre les différentes écoles de pensée économico-politiques. A cet égard le clivage entre le socialisme étatique et l'ultra-libéralisme s'est révélé une impasse qui a longtemps stérilisé la possible émergence d'une économie écologique, au-delà de quelques tentatives embryonnaires (comme celle du philosophe Otto Neurath, qui esquissa un modèle de planification écologique, et de Karl Polyani, dont l'ouvrage maître *La Grande transformation* explore les contradictions anthropologiques du capitalisme). L'internalisation de la préoccupation écologique dans la société moderne reste une tâche extrêmement difficile.

La contestation sociétale des années 1960 n'est pas prioritairement d'ordre écologique mais la contre-culture contestataire s'ouvre à une communication plus affective et esthétique avec la

nature. Elle prend ses distances avec le rationalisme scientiste et utilitariste qui ne considère la nature que comme un objet de travail. Une génération d'intellectuels, d'Ivan Illich à André Gorz, se font les promoteurs d'une écologie anti-autoritaire, de sensibilité libertaire, participant au renouvellement du projet de société. L'influence se fait sentir jusque dans le printemps de Prague, lorsque le philosophe Radovan Richta s'efforce, dans *La Civilisation au carrefour*, de concilier le pari technologique du communisme avec la correction de ses ravages environnementaux et esthétiques. L'écologie politique française émerge au plein jour, avec la candidature de René Dumont à l'élection présidentielle de 1974. Mais l'écologie politique, que ce soit en France ou en Allemagne, sera toujours fort loin d'un unanimisme politique, tiraillée entre des tendances de tonalité conservatrice, libertaire ou socialiste.

A partir des années 1970, la conscience écologiste diffuse plus largement dans l'opinion publique et les institutions internationales. La publication, en 1972, du rapport commandité par le club de Rome et réalisé par des chercheurs du MIT⁴, *The limits to growth* (devenu en français *Halte à la croissance ?*) marque une date et témoigne de la prise de conscience par une composante, singulière certes, des élites technico-économiques elles-mêmes. Cette origine élitiste ne facilitera pas la réception du rapport, notamment du côté de la gauche productiviste qui n'était pas loin de croire à un complot du grand capital pour imposer l'austérité aux travailleurs. Le rapport remet en cause l'hypothèse commune d'une croissance potentiellement illimitée, sur la base d'une exploration systémique des relations entre les grandes tendances démographique, économique, sociale et environnementale du monde. Il pointe les risques d'effondrement civilisationnel à horizon d'un siècle et appelle à une transformation radicale de la croissance pour garantir les équilibres écologiques. Il alerte sur les difficultés à engager une telle transformation et sur les coûts suscités par cette inertie. Il n'est pas dénué d'une culture planificatrice.

Le rapport du club de Rome fut souvent mal reçu aussi bien côté libéral qu'à gauche : le consensus productiviste confiant dans les capacités de croissance faisait de la résistance ! Il y a de bonne raisons à cela : toutes choses égales par ailleurs, la croissance contribue à contenir les inégalités en autorisant une redistribution forte et en diminuant le poids relatif des patrimoines hérités⁵. Et la lutte contre les dégâts environnementaux est de l'ordre d'un investissement public d'autant plus aisé à réaliser que la croissance apporte des ressources supplémentaires. Les difficultés de la gauche socialiste et communiste à incorporer la dimension écologique dans ses corpus idéologiques et stratégiques est tangible, en dépit d'essais et de velléités, ici et là. Et l'épuisement environnemental participe de l'effondrement du socialisme réel à l'est de l'Europe. Les racines sont profondes : le mouvement ouvrier s'est doté d'un imaginaire productiviste, fondé dans son expérience du travail, et la subordination salariale ne se prête pas spontanément à la revendication écologiste.

Il y eut aussi une contre-réaction néo-libérale au club de Rome, qui participa du tournant des années 1980. Ce tournant néo-libéral rejette les entraves réglementaires à la croissance et entend déconstruire les législations environnementales : la définition claire des droits de propriété est, pour les néo-libéraux radicaux, le meilleur moyen de lutter contre la pollution. Cet ultra-libéralisme, qui s'appuie sur le retour au premier plan du vieil Hayek, épaulé par Milton Friedman, s'est débarrassé des scrupules environnementaux de certains fondateurs de la société du Mont-Pèlerin. Il est anti-écologiste sans nuances et contribue à nourrir le climato-scepticisme jusqu'à aujourd'hui, jusqu'au plus haut niveau (celui de la présidence américaine), handicapant lourdement la lutte contre le

⁴ Le MIT est le *Massachusetts Institute of Technology*. Le rapport est aussi connu comme le rapport *Meadows*.

⁵ Thomas Piketty explore cette problématique dans son ouvrage *Le capital au XXI^e siècle*, Seuil, 2013.

changement climatique. Mais son influence se nourrit d'une humeur anti-bureaucratique diffuse dans les sociétés modernes libéralisées et individualistes. Cette humeur complique l'action collective nécessitée par les enjeux environnementaux. Les critiques néo-libérales et libertaire de l'étatisme ne sont pas étanches l'une à l'autre. Le capitalisme néo-libéral s'est alimenté de la critique libertaire pour augmenter sa résilience, au travers de la promotion d'un individualisme entrepreneurial et d'un consumérisme différencié.

Les conditions intellectuelles et politiques n'étaient ainsi pas réunies pour que le déclin de la croissance des pays industrialisés à partir du milieu des années 1970 débouche sur une mutation écologique plutôt que sur des efforts, réitérés et parfois désespérés, de relance de la croissance. Et le néo-libéralisme prétend détenir les clés de ce retour à la croissance, en libérant les incitations à l'initiative et à l'innovation par le marché et la compétition sans frein. Non pas que rien n'ait été fait sur le plan des législations et des engagements environnementaux, notamment en Europe, mais, sur le demi-siècle écoulé, c'est l'objet d'un rapport de forces permanent et épuisant avec le mépris ultra-libéral pour les enjeux environnementaux. Ce sont, au bout du compte, des décennies, sinon perdues, du moins gâchées. Le drame environnemental reste aujourd'hui le problème commun des sociétés humaines issues du XX^e siècle. Il fonde leur besoin de transformation systémique. Le développement durable, popularisé par le rapport Brundtland de 1987, reste un concept flou, insuffisant pour penser cette transformation, en particulier le mode d'appropriation et de gestion des biens communs de l'humanité et de leur transmission aux générations futures.

Epilogue non conclusif : une transformation systémique encore impensée

Dans un épilogue à son ouvrage, Serge Audier esquisse une perspective. La pensée pré-écologique apparaît tôt, conjointement à la révolution industrielle, mais elle est marginalisée par les grands courants idéologiques que cette révolution a impulsés. Le productivisme, défini comme la foi dans l'expansion potentiellement illimitée de la production par l'exploitation rationalisée des ressources en vue de satisfaire des besoins sociaux et individuels sans limite prédéfinie, fut et reste très largement un trait commun à ces courants : aucun d'eux ne bénéficie de l'innocence écologique. Et, dans l'ordre des faits, les tentatives socialistes pratiques ont plutôt intérieurisé l'imaginaire capitaliste qu'elles ne l'ont véritablement dépassé. Il n'est pas sûr que la révolution numérique, qui n'échappe pas au risque scientiste, et son apparente dématérialisation signent la fin de cette histoire. La crise écologique est fondamentalement une pathologie chronique des sociétés modernes, une contradiction interne de leur visée démocratique et universelle. Alors que l'universalisme démocratique avait prétention à maîtriser la nature, l'expérience bi-séculaire de la révolution industrielle incite à rétablir une certaine modestie, fondée sur une conscience probabiliste des risques, une reconnaissance pragmatique des limites des connaissances humaines, un effort de réflexivité, individuelle et collective, plus attentif à la faillibilité des actions humaines. Il faut prendre acte de l'entrée dans l'anthropocène – une nature transformée par les hommes depuis la révolution néolithique mais jamais vraiment soumise – et revisiter en conséquence la signification et la portée des valeurs républicaines de liberté, égalité, fraternité. Plutôt qu'aux tentatives de survivalisme égoïste, la crise écologique incite à un altruisme qui assume pleinement les interdépendances entre humains, entre générations, entre êtres vivants face à une nature redécouverte.

Serge Audier en appelle à l'extension du domaine de la solidarité et de la délibération pour assurer la poursuite du projet humaniste d'émancipation : la qualité de l'environnement contribue positivement à la liberté de chacun. L'issue n'est pas tracée: l'éco-conservatisme, l'éco-libéralisme,

l'éco-anarchisme, l'éco-socialisme sont autant d'options a priori envisageables, qui ne sont pas sans arguments ni partisans. L'auteur penche vers un éco-républicanisme, entre « Etat-nation et cosmopolitisme », qui, loin d'un souverainisme étroit et replié, soit capable d'intégrer un pluralisme conflictuel et d'embarquer les différentes composantes sociales et traditions politiques dans l'impératif écologique. La visée ultime est celle d'une véritable communauté humaine mondiale, solidaire et consciente de ses intérêts communs.

Si je partage les attendus généraux de cet épilogue, je pense qu'il laisse cependant le lecteur sur sa faim. Difficile, évidemment de le reprocher à l'auteur après plus de 800 pages (sans compter un appareil nourri de notes). C'est dans la nature de l'exercice auquel s'est livré Serge Audier: les généralogies conjointes des traditions productiviste et écologiste, leurs évolutions, variations et nuances sont analysées avec soin et dans le détail. Mais, curieusement, le concept de productivisme reste incertain : entre la définition initiale de Solvay qui le comprend comme un principe d'efficience productive et une définition plus courante de principe de croissance illimitée, il y a une vaste marge qui laisse place à l'exploration. Même et surtout si on est un partisan de la décroissance, il est douteux qu'on puisse se passer de principes d'efficience, afin de réduire la dimension prédatrice des activités humaines. Il faut alors relier la réflexion critique sur le productivisme à une réflexion ouverte et opérationnelle sur la productivité, qui ne méconnaisse pas, sans pour autant l'entériner, l'apport des économistes et des praticiens d'autres disciplines, comme les sociologues du travail. La productivité est un concept multidimensionnel qui mobilise un ensemble de notions (la production, la valeur ajoutée, le travail, le capital, etc...) et les difficultés de sa mesure, a fortiori dans les conditions actuelles de la révolution numérique, met à l'épreuve la robustesse opérationnelle du concept. Aujourd'hui, nombre d'économistes s'interrogent, au vu de l'affaiblissement statistiquement observé des gains tendanciels de productivité, sur le risque d'une stagnation séculaire, souvent en la redoutant. Les anti-productivistes devraient-ils s'en réjouir au contraire ? Ce n'est certainement pas si simplement binaire. Dépasser l'âge productiviste passera sans doute davantage par une déconstruction des concepts aujourd'hui communément utilisés pour mesurer les activités humaines et leurs résultats : le passage à une transformation écologique de nature systémique, dans laquelle s'encastre l'économie, pourra s'appuyer sur une conception et une pratique renouvelées de la recherche de productivité dans la conduite des activités humaines.